



**Arrêté préfectoral complémentaire n°280-DDPP-23
portant prescriptions complémentaires :
Mise à jour du tableau de classement ICPE et surveillance des rejets aqueux**

Le Préfet de la Loire

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V ;
Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-060 du 7 février 2023 portant délégation de signature à Monsieur Laurent BAZIN, Directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 38/DDPP/23 du 8 février 2023 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;
Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1992 modifié le 3 juillet 2009 autorisant la société PROTEC METAUX dont le siège social est situé 17 rue du Puits Camille 42 000 SAINT ETIENNE, à exploiter à la même adresse, un atelier de traitement de surface ;
Vu l'arrêté préfectoral du 26 mars 2010 prescrivant la mise en œuvre de la démarche RSDE (Recherche de Substances Dangereuses dans l'Eau) ;
Vu le rapport de synthèse de la surveillance pérenne RSDE de l'exploitant transmis le 8 janvier 2016 ;
Vu la demande de bénéfice des droits acquis de l'exploitant du 18 mai 2016 complétée le 23 mai 2023 mettant à jour le classement de ses activités au regard des rubriques 4000 ;
Vu l'étude technico-économique transmise par l'exploitant le 28 octobre 2021 ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL en date du 12/06/2023 ;
Vu la transmission au demandeur du projet d'arrêté en vue de recueillir ses observations par courrier du 15/06/2023 ;

Considérant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires à la société PROTEC METAUX afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement conformément aux dispositions des articles L. 512-7-5 et R. 512-46-22 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'actualiser la situation du site d'exploitation vis-à-vis des activités classées exercées suite à la modification de la nomenclature des installations classées et de la création des rubriques 4000 et à la parution de la rubrique n° 3260 ;

Sur proposition du chef de l'unité interdépartementale 42-43 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

ARRÊTE

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Protec Métaux, dont le siège social est situé au 17 rue du Puits Camille – 42000 SAINT-ETIENNE, est tenue de respecter dispositions du présent arrêté préfectoral pour les installations qu'elle exploite à cette même adresse.

Article 1.1.2. Modifications et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions du présent arrêté modifient et complètent les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n°2009/0286 du 3 juillet 2009 réglementant les activités du site (arrêté abrogeant toutes les dispositions techniques ayant le même objet de l'arrêté préfectoral n°17157 du 11 décembre 1992, dernier arrêté préfectoral établi à l'issue d'une enquête publique).

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral n°2009/0286 du 3 juillet 2009	Art 1.2.1 : Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des ICPE	Modifié et remplacé par l'du présent arrêté (Mise à jour suite parution rubrique 3000 et 4000, prise en compte des dernières modifications)
	Art 4.1.1 : Besoins en eau	Modifié et remplacé par l'du présent arrêté (Modification du volume maximal prélevé)
	Art 4.3.5. Localisation des points de rejets	Modifié et remplacé par l'du présent arrêté (Mise à jour des débits rejetés)
	Art 4.3.7 : Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets	Modifié et remplacé par l'du présent arrêté (Suppression du dernier paragraphe, le rejet étant raccordé au réseau communal)
	Art 4.3.8 : Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement	Modifié et remplacé par l'du présent arrêté (Suppression de l'obligation d'évacuer les bains en déchets, phrase en contradiction avec le paragraphe précédent)
	Art 4.3.9.1 Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires en provenance de l'atelier de traitement de surface	Modifié et remplacé par l'du présent arrêté (Mise à jour de la liste des paramètres et des valeurs limites d'émissions)
	Art 4.4.3.1 Eaux résiduaires industrielles en provenance de l'atelier de traitement de surface, fréquence et modalité de l'autosurveillance	Modifié et remplacé par l'du présent arrêté (Mise à jour de la liste des paramètres)
	Art 8.2.2 Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets d'eaux résiduaires	Modifié et remplacé par l'du présent arrêté (Modification pour prise en compte de l'application de télédéclaration des résultats d'autosurveillance)

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Liste des installations classées concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 est remplacé par le suivant :

Désignation des installations taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE <i>et autres si nécessaire (puissance thermique par exemple)</i>	Rubrique nomenclature ICPE	Volume	A, D N C
Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 30 m ³	3260	Volume total des cuves de traitement : 42,10 m³ Chaîne 1 zinc/nickel tonneaux : 13 220 litres Chaîne 2 nickel : 14 400 litres Chaîne 3 étamage/décapage cuivre : 9890 litres Chaîne 4 brunissage : 4580 litres	A
Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511- 10 : 200 t	4130-2.b	Bain de PERFORMA 285 NI CP : 1,8 t	D

A : autorisation ; D : déclaration

TITRE 2 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATION D'EAU

Article 2.1.1. Besoins en eau

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 sont remplacées par :

Les besoins en eau industrielle du site sont limités à 6000 m³/an.
Tout prélèvement d'eau dans le milieu naturel est interdit.

CHAPITRE 2.2 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEUR CARACTÉRISTIQUE DE REJET AU MILIEU

Article 2.2.1. Localisation des points de rejets

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 sont remplacées par :

Les eaux résiduaires industrielles provenant de l'atelier de traitement de surface

Les réseaux de collecte des eaux résiduaires industrielles générées par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°
Nature des effluents	Eaux résiduaires industrielles (eaux de rinçage ...)
Débit maximal journalier (m ³ /j)	30 m ³ /j
Débit moyen mensuel (m ³ /j)	25 m ³ /j
Débit maximum horaire (m ³ /h)	2,5 m ³ /h
Exutoire du rejet	Réseau eaux usées communal
Traitement avant rejet	Traitement physico-chimique
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Réseau urbain d'eaux usées de la ville de Saint Etienne – Station Furania puis cours d'eau Le Furan
Conditions de raccordement	Autorisation de déversement et convention de rejet

Article 2.2.2. Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les dispositions de l'article 4.3.7 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 sont remplacées par :

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les rejets doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- le pH doit être compris entre 6,5 et 9 ;

- la température doit être inférieure à 30 °C sauf si la température en amont dépasse 30°C. Dans ce cas, la température des effluents rejetés ne doit pas être supérieure à la température de la masse d'eau amont. Pour les installations raccordées, la température des effluents rejetés pourra aller jusqu'à 50°C, sous réserve que l'autorisation de raccordement ou la convention de déversement le prévoit ou sous réserve de l'accord préalable du gestionnaire de réseau.

Article 2.2.3. Gestion des eaux polluées et des eaux résiduaires internes à l'établissement

Les dispositions de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 sont remplacées par :

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Les rejets d'eaux résiduaires doivent se faire exclusivement après un traitement approprié des effluents. Ils devront notamment respecter les valeurs limites d'émission fixées à l' du présent arrêté.

Les bains usés, les rinçages morts, les eaux de lavage des sols et d'une manière générale les eaux résiduaires polluées constituent :

- soit des déchets qui doivent alors être éliminés dans des installations dûment autorisées à cet effet et satisfaire aux dispositions définies au titre V de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 ;
- soit des effluents liquides qui sont traités dans la station d'épuration physico-chimique de l'entreprise qui doit être conçue et exploitée à cet effet.

Les eaux de rinçage sont traitées grâce à la station d'épuration physico-chimique. Les déchets générés sont envoyés dans une société dûment autorisée à cet effet. Les eaux de rinçage traitées pourront être rejetés dans le milieu récepteur considéré (réseau d'eaux usées de la ville de Saint-Etienne) si elles respectent les valeurs limites d'émission de l' du présent arrêté.

Tout déversement d'eaux résiduaires à l'intérieur des périmètres rapprochés des captages d'eau potable est interdit.

Valeurs limites d'émission des eaux résiduaires industrielles en provenance de l'atelier de traitement de surface

Les dispositions de l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 sont remplacées par :

Concernant les eaux résiduaires en provenance de l'atelier de traitement de surface, l'exploitant est tenu de respecter, avant rejet dans le réseau d'eaux usées de la ville de SAINT ETIENNE, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies :

Débit maximal horaire : 2,5 m ³ /h Débit moyen mensuel : 25 m ³ /j Débit maximal journalier: 30 m ³ /j Température : < 30°C sauf exceptions article 2.2.2 du présent arrêté pH : 6,5 < pH < 9			
Paramètres (1)	Code Sandre	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
MES	1305	30	0,600

DCO	1314	600	10
Phosphore total	1350	10	0,200
Azote global	1551	150	1
Hydrocarbures totaux	7009	5	0,100
Composés organiques halogénés (en AOX)	1106	1	0,040
F	7073	15	0,300
CN libres	1084	0,1	0,0008
Chrome III	5871	1	0,014
Chrome hexavalent	1371	0,1	0,002
Fer	1393	5	0,100
Cuivre	1392	1	0,025 *(0,004)
Nickel	1386	1,5	0,035 *(0,016)
Zinc	1383	2	0,040 *(0,030)
Etain	1380	0,5	0,006
Tributylphosphate	1847	1	0,020
Chloroforme	1135	1	0,010
Trichloroéthylène	1286	0,025	0,0005
Nonylphénols**	1958	0,025	0,0005

(1) Ces paramètres sont mesurés sur effluent brut non décanté.

* Valeurs limites en flux applicables si l'exploitant n'est pas en capacité de justifier, chaque année, d'un rendement minimal de l'ouvrage épuratoire urbain pour les paramètres suivants :

- Cu = 85 %
- Ni = 55 %
- Zn = 25 %

Les substances dangereuses marquées de ** dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Cas particulier du bain de démétallisation cyanuré : Les effluents de rinçage des pièces sont utilisés pour la mise à niveau du bain de traitement. Aucun effluent de rinçage n'est orienté vers la station de traitement des effluents du site. Le bain usé constitue un déchet qui doit être évacué selon les dispositions du titre V de l'arrêté préfectoral n°2009/0286 du 3 juillet 2009.

CHAPITRE 2.3 AUTOSURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Article 2.3.1. Fréquences et modalités de l'autosurveillance de la qualité des rejets des eaux résiduaires industrielles en provenance de l'atelier de traitement de surface

Les dispositions de l'article 4.4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2009 sont remplacées par :

I. Les mesures et analyses des rejets dans l'eau sont effectuées par l'exploitant ou un organisme extérieur avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'installation (eaux pluviales, eaux vannes, autres eaux du procédé...) non chargés de produits toxiques.

II. Le pH et le débit sont mesurés et enregistrés en continu dans le cas d'un traitement des effluents en continu.

Le volume total rejeté par jour est consigné sur un support prévu à cet effet.

Les systèmes de contrôle en continu déclenchent, sans délai, une alarme sonore signalant le rejet d'effluents non conformes aux limites de pH et entraînent automatiquement l'arrêt immédiat de ces rejets.

III. Des mesures du niveau des rejets en cyanures et en métaux (en fonction des caractéristiques présumées du rejet) sont réalisées par l'exploitant sur un échantillon représentatif de l'émission journalière.

Des mesures réalisées par des méthodes rapides adaptées aux concentrations à mesurer doivent permettre une estimation du niveau des rejets par rapport aux valeurs limites d'émission fixées.

Ces mesures sont effectuées selon les périodicités mentionnées dans le tableau ci-après.

Des analyses portant sur l'ensemble des polluants objet de la surveillance sont effectuées trimestriellement par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci et suivant les méthodes normalisées plus précises que les méthodes rapides.

Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Fréquence minimale d'analyses	
	Exploitant	Organisme compétent
Débit	Continu	Trimestrielle
Température :		
pH		
MES		
DCO		
Phosphore total		
Azote global		

Hydrocarbures totaux		
Composés organiques halogénés (en AOX)		
F		
CN libres	Journalière	
Chrome III	Hebdomadaire	
Chrome hexavalent	Journalière	
Fer	Hebdomadaire	
Cuivre	Hebdomadaire	
Nickel	Hebdomadaire	
Zinc	Hebdomadaire	
Etain	Hebdomadaire	
Tributylphosphate		
Chloroforme		
Trichloroéthylène		
Nonylphénols		

Cas particulier des cyanures :

Le bain de démétallisation est le seul bain présent dans les installations contenant des cyanures, il est utilisé ponctuellement, la fréquence des analyses mentionnée dans le tableau ci-dessus peut être adaptée de la façon suivante (ce suivi est destiné à surveiller les rejets par entraînement des cyanures résiduels présents sur les pièces après démétallisation) :

- réaliser les analyses selon une fréquence journalière dès que le bain contenant du CN est utilisé,
- après utilisation du bain, poursuivre les analyses au moins pendant 5 jours et tant que le résultat n'est pas inférieur à la limite de quantification.

Cas particulier du chrome hexavalent :

Le chrome hexavalent n'est pas mis en œuvre sur le site. La fréquence des analyses du paramètre chrome VI mentionnée dans le tableau ci-dessus peut être adaptée de la façon suivante (ce suivi est destiné à surveiller les rejets en CrVI potentiellement créés par oxydation des effluents contenant du CrIII) :

- analyses selon une fréquence hebdomadaire tant que les résultats montrent une concentration mesurée inférieure à la limite de quantification,
- dès qu'une analyse montre un résultat supérieur ou égal à la limite de quantification, la fréquence redevient journalière. Un retour à une fréquence hebdomadaire n'est possible qu'après 5 analyses journalières consécutives montrant des résultats inférieurs à la limite de quantification.

D'une façon générale, les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article, sous réserve que l'exploitant tienne à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence ou la faible émission de ces produits dans l'installation. Ils font l'objet d'une mesure par un organisme tiers tous les 3 ans permettant de s'assurer du respect de cette prescription.

TITRE 3 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 3.1 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS

Article 3.1.1. Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets d'eaux résiduelles

Les résultats de la surveillance des émissions réalisées sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Départemental adjoint
de la Protection des Populations
Philippe CARRIÈRE

TITRE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ - EXÉCUTION

Article 4.1. – Délais et voies de recours

En application de l'article L.181-17 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré au tribunal administratif de Lyon:

1. par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie et de la publication sur le site internet des services de l'État dans la Loire, conformément à l'article R.181-44 du code de l'environnement.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. La saisine du tribunal administratif est possible par la voie de l'application « Télérécours citoyens » sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés au 1 et au 2 du présent article.

En application du III de l'article L.514-6 du code de l'environnement, les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives, ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 4.2 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de St-Étienne et peut y être consultée ;
- 2° un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de St-Étienne pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la Direction départementale de la protection des populations – Service environnement et prévention des risques ;
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4.3 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées et le maire de St-Étienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de St-Étienne,
- à l'exploitant.

Saint-Étienne, le 04/07/2023
Pour le Préfet et par délégation

Copie adressée à :

- Archives
- Chrono

Pour le Préfet
et par subdélégation
Le Directeur Départemental adjoint
de la Protection des Populations

 Pierre CABRIDENC